



**HAL**  
open science

# La marine russe en Méditerranée : stratégie et objectif d'une présence navale suffisante

Igor Delanoë

► **To cite this version:**

Igor Delanoë. La marine russe en Méditerranée : stratégie et objectif d'une présence navale suffisante. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 13. halshs-03157920

**HAL Id: halshs-03157920**

**<https://shs.hal.science/halshs-03157920>**

Submitted on 20 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La marine russe en Méditerranée : stratégie et objectif d'une présence navale suffisante

Igor Delanoë

Docteur en histoire, Directeur-adjoint de l'Observatoire franco-russe (Moscou)

Le retour de la Russie en Méditerranée est incontestable depuis le début des années 2010. Il n'est pas étonnant dans la mesure où depuis Pierre le Grand, la volonté de Moscou d'être ouvert et présente en Méditerranée a été constante. Ce retour prend une double dimension. La volonté de manifester sa puissance souveraine dans la zone par la restauration de sa capacité d'influence, ce qui apparaît à travers la position incontournable qu'elle a acquise dans la solution de la crise syrienne. La nécessité pour atteindre cet objectif de reconstruire une force navale méditerranéenne, ce qui est aujourd'hui une réalité, sur un modèle différent de celui des forces navales occidentales : des navires peu nombreux mais fortement armés et capables, en s'appuyant sur le port de Tartous, de conduire une stratégie de déni d'accès.

The return of Russia to the Mediterranean is undeniable since the beginning of the year 2010. It is not surprising to the extent that since Peter the Great, Moscow's will to be open and present in the Mediterranean has been constant. This return takes on a double dimension. The will to manifest its sovereign power in the area by restoring its capacity for influence, which appears through the unavoidable position it has acquired in the solution of the Syrian crisis. The need to achieve this goal of rebuilding a Mediterranean naval force, which is now a reality, on a different model from that of Western naval forces: small but heavily armed ships, able, relying on the port of Tartous, to conduct a denial of access strategy.

## I. Introduction

La région méditerranéenne a été le témoin depuis le début des années 2010 de ce qu'on a appelé le « retour » de la Russie. Cette réinsertion de Moscou dans les dynamiques sécuritaires régionales méditerranéennes, au Levant, en Afrique du Nord et, au-delà, au Moyen-Orient, a pu susciter étonnement et circonspection, notamment auprès des pays de la rive Nord de la Méditerranée. Ce « retour » met fin à une parenthèse de deux décennies au cours de laquelle l'influence russe en Méditerranée s'était considérablement amenuisée comparativement à ce que fût celle de l'URSS à partir de la fin des années 1960. Les effets conjugués de la diplomatie d'Henry Kissinger<sup>1</sup> puis du recentrage de Moscou sur des problématiques domestiques dès l'arrivée aux affaires de Mikhaïl Gorbatchev<sup>2</sup> dans la deuxième moitié des années 1980 avaient cependant déjà amorcé un processus de reflux de l'influence soviétique de la région méditerranéenne, dès avant l'effondrement de l'URSS en 1991. Le repli subséquent de l'influence russe, l'avènement de la *Pax Americana* au Moyen-Orient et la suprématie navale incontestée des marines otaniennes dans la *mare nostrum* avaient induit une nouvelle normalité dès le début des années 1990 qui a perduré jusqu'aux

---

<sup>1</sup> Henry Kissinger a été Secrétaire d'État et Conseiller à la sécurité nationale sous les administrations Nixon et Ford, au cours desquelles il œuvra à réduire l'influence soviétique, notamment au Moyen-Orient.

<sup>2</sup> Mikhaïl Gorbatchev occupe le poste de Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique de 1985 à 1991.

années 2000. Le « retour » russe a bousculé cette normalité, alors même que c'est l'effacement temporaire de Moscou de la scène stratégique méditerranéenne qui aurait dû constituer une source d'étonnement. La Russie est en effet devenue une puissance en Méditerranée dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup> et a depuis toujours cherché à maintenir une présence navale dans les eaux méditerranéennes. Cette dernière a pu périodiquement s'atténuer, mais elle n'a jamais complètement disparu. Après la Guerre de Crimée (1853-1856), il aura ainsi fallu à peine plus de deux décennies à l'Empire russe pour redevenir une puissance en Méditerranée orientale, comme l'attestent les conditions du traité de San Stefano en 1878<sup>4</sup>. Le temps long cher à Fernand Braudel nous enseigne ainsi qu'il convient de compter avec la Russie en Méditerranée. Autre facteur d'étonnement : le réinvestissement par la Russie de la scène navale méditerranéenne. Non seulement le « retour » russe était inattendu, mais en s'exprimant dans le champ naval, il a emprunté une forme pour le moins surprenante, compte tenu des *a priori* puissants qui existaient sur la marine russe – l'état de décrépitude des années 1990 n'étant pas l'apanage de la flotte – et la Russie, étant perçue avant tout comme une puissance continentale et eurasiatique.

Cet article se propose de revenir sur les soubassements de la présence navale russe en Méditerranée à la lumière du contexte post-2014, afin de décrypter les lignes de forces de ce « retour » dont on ne finit pas d'observer les ramifications sur la rive Sud du bassin méditerranéen.

## II. Entre continuité et rupture, l'espace méditerranéen et la politique extérieure de la Russie dans le contexte post-2014

### II.1. La Méditerranée : une zone pour la « projection de stabilité » russe face à l'interventionnisme de l'OTAN

Au-delà des continuités historiques, il convient de revenir aux années 1990-2000 et à l'élargissement du périmètre d'activité de l'OTAN si l'on veut comprendre l'intérêt renouvelé de Moscou pour la Méditerranée aujourd'hui. L'arrivée d'Evgueni Primakov<sup>5</sup> au poste de ministre des Affaires étrangères en 1996 constitue à ce titre un premier tournant majeur. Ancien correspondant du journal *La Pravda* au Moyen-Orient pendant la Guerre froide, fin arabisant, puis patron des services de renseignement russes, Evgueni Primakov incarne la sensibilité orientaliste de l'appareil diplomatique russe. Une fois à la tête du ministère des Affaires étrangères, il imprime un rééquilibrage de la politique extérieure de son pays en faveur de l'Orient, ou plus précisément, en faveur des mondes non-occidentaux. Il est l'auteur de ce que l'on qualifie bientôt de la « Doctrine Primakov » qui vise, dans le contexte de faiblesse critique qui caractérise alors l'État russe et la Russie sur la scène mondiale, à ce qu'aucun des grands dossiers de sécurité internationale ne puisse se régler contre les intérêts de la Russie. À cette fin, Evgueni Primakov préconise que Moscou œuvre à l'émergence d'un monde multipolaire dans la mesure où, selon lui, la Russie n'a rien à gagner d'un monde unipolaire régi par l'hyperpuissance américaine. Le diplomate insiste sur la nécessité d'assurer la primauté de Moscou dans l'espace post-soviétique, dont le corollaire est

---

<sup>3</sup> On peut considérer que c'est véritablement sous le règne de Catherine la Grande (1762-1796) que la Méditerranée et le Levant s'ouvrent à l'influence de la Russie tsariste.

<sup>4</sup> Le traité de San Stefano met fin à la guerre russo-turque de 1877-1878 qui se conclut par une victoire russe. Il est signé alors que les armées du Tsar ont établi leurs quartiers dans la banlieue d'Istanbul.

<sup>5</sup> Evgueni Primakov (1929-2015) a été un journaliste et un diplomate soviétique, puis russe, véritable émissaire du Kremlin au Moyen-Orient. Il a dirigé le service de renseignement extérieur russe de 1991 à 1996, avant d'être ministre des Affaires étrangères (1996-1998), puis chef de gouvernement sous la présidence Eltsine (1998-1999). Il sera ensuite président de la Chambre de commerce et d'industrie russe (2001-2011).

l'opposition à l'élargissement de l'OTAN. Enfin, Primakov se prononce déjà pour un renforcement du partenariat avec Pékin<sup>6</sup>.

L'inquiétude nourrie par Evgueni Primakov vis-à-vis de ce qu'il perçoit comme un déséquilibre de l'ordre mondial en faveur de l'Occident euro-atlantique prend bientôt forme en 1999, lors des raids aériens de l'OTAN au Kosovo. Moscou se rend alors brutalement compte qu'elle est inaudible et qu'elle est dans l'incapacité de défendre ce qu'elle considère être ses intérêts, et d'empêcher le bombardement d'un partenaire. En 2003, la Russie, avec la France et l'Allemagne, ne peut empêcher l'invasion de l'Irak par une coalition de plusieurs pays emmenée par les États-Unis, tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU est allégrement contourné par Washington. Enfin en 2011, la crise libyenne constitue une nouvelle désillusion pour la Russie. Le président russe, Dmitri Medvedev, renonce à utiliser le veto de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui ouvre la voie à l'adoption de la résolution 1973 et à la mise en place d'une campagne militaire de l'OTAN sous commandement franco-britannique qui aboutit *in fine* à l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi et à l'élimination physique de ce dernier. Ces crises prennent place tandis que l'OTAN admet de nouveaux membres en Europe centrale et orientale, au cours de différentes vagues d'élargissement dans les années 1990 et 2000. Cette extension nourrit un discours russe sur la prétendue duplicité des Occidentaux ainsi qu'un complexe de néo-obsidionnalité. La Russie n'a de cesse de dénoncer et critiquer le droit et le devoir d'ingérence ainsi que la responsabilité de protéger qui, vu de Moscou, constituent la caution morale de l'Occident pour des interventions militaires qui serviraient en fait à promouvoir un agenda géopolitique et des intérêts bien concrets. Les crises des Balkans dans les années 1990, puis celles qui secouent la rive Sud dans le sillage de l'intervention américaine en Irak en 2003, jusqu'aux Printemps arabes à partir de 2011, alimentent le narratif russe sur la critique du *regime change* et de l'interventionnisme occidental, qui seraient des sources d'instabilité. On le voit, la grande région méditerranéenne, de la péninsule balkanique à la Libye, est aussi à l'origine du hiatus qui apparaît entre Russes et Occidentaux dès la fin des années 1990 et explose au grand jour à l'occasion de la crise ukrainienne, en 2014.

## II.2. La Russie, une puissance souveraine en Méditerranée

Si le discours russe induit par la doctrine Primakov sur la mutation de l'ordre mondial était à peu près inaudible au cours des années 2000, il en va tout autrement depuis les printemps arabes, la crise ukrainienne de 2014, puis l'intervention de la Russie dans le conflit syrien fin septembre 2015. Avec son narratif sur la puissance souveraine – qui se trouve au cœur du projet dont Vladimir Poutine est le porteur pour son pays dès son arrivée au Kremlin en 2000 –, la Russie se présente avec un discours en rupture avec l'Occident. À travers son engagement militaire en Syrie fin septembre 2015, Moscou a fait également la démonstration qu'elle se prononçait vigoureusement pour le *statu quo* géopolitique sur la rive Sud du bassin méditerranéen. Une posture qui s'est encore exprimée lorsque Vladimir Poutine a promptement apporté son soutien au président turc Recep Tayyip Erdoğan, après le coup d'État manqué en Turquie en juillet 2016. Par contraste, les flottements constatés dans la posture américaine sur le dossier syrien sous l'administration Obama, le lâchage par Washington d'un allié de trente ans comme le président égyptien Hosni Moubarak en 2011 et le retrait des États-Unis constaté sur la scène moyen-orientale, tendent à accréditer l'hypothèse d'un rééquilibrage de l'ordre mondial et celle de la désoccidentalisation des affaires du monde.

De la Méditerranée orientale au Maghreb, en passant par le Levant et le Moyen-Orient, Moscou a désormais acquis la capacité de façonner l'agenda stratégique régional. Il s'agit bien là d'une exception, hors de l'espace post-soviétique, dans la mesure où ailleurs sur la

---

<sup>6</sup> Eugene Rumer, « The Primakov (Not Gerasimov) Doctrine in Action », *Carnegie Paper*, June 2019, 18 p.

planète, la Russie suit ou agit sur l'agenda, plus qu'elle ne le fixe (Afrique, Amérique du Sud, scène Asie-Pacifique...). En ce sens, le théâtre méditerranéen et la rive Sud offrent à Moscou la possibilité de consolider son statut de grande puissance porteuse d'un projet alternatif quant à l'ordre mondial, sur fond de confrontation avec la communauté euro-atlantique. Le « modèle » politico-économique russe – celui de la démocratie contrôlée qui allie autorité et rente pétro-gazière – ne rentre pas nécessairement en contradiction avec celui des États de la rive Sud et du Moyen-Orient. Les pays de la rive Sud ne suspectent par ailleurs pas Moscou d'actions « subversives » vis-à-vis de leur société civile. La Russie n'a en effet pas pour habitude d'exiger un « droit de regard » sur la situation des droits de l'Homme et la liberté de la presse dans les pays avec qui elle noue un partenariat.

### III. La marine russe en Méditerranée et la « projection de stabilité »

#### III.1. La résurrection d'une escadre méditerranéenne russe

La nécessité pour la Russie d'entretenir une présence navale permanente en Méditerranée était soulignée dès 2001 dans la doctrine maritime signée par Vladimir Poutine, fraîchement arrivé au Kremlin<sup>7</sup>. Le document évoque en particulier la volonté de Moscou d'œuvrer à la formation « d'une zone de stabilité politico-militaire » ainsi que le besoin pour la Russie d'y entretenir une présence navale qualifiée alors de « suffisante ». Il s'agit de l'unique document stratégique russe – lorsque l'on considère le corpus formé par la doctrine militaire, le concept de politique étrangère, le concept de sécurité nationale et la doctrine maritime, dans leurs différentes versions – qui évoque la région méditerranéenne *per se*. Elle est de nouveau mentionnée dans la dernière mise à jour de la doctrine navale russe en date de 2017.

La Méditerranée est ainsi envisagée sous l'angle maritime et naval, et il faut attendre la fin des années 2000 pour y constater la reprise d'une activité opérationnelle – encore symbolique – de la marine russe. Plusieurs éléments catalysent le réinvestissement de l'espace méditerranéen par la marine de guerre russe : la mise en œuvre du programme d'armement 2011-2020 – qui met l'accent sur le réarmement de la flotte –, les « printemps arabes », le conflit syrien et l'annexion de la Crimée en 2014. On retrouve ainsi la combinaison de facteurs systémiques non spécifiquement méditerranéens (plan d'armement) et de contextes crisogènes méditerranéens, avec en point d'orgue la Syrie. Envisagée dans le temps long braudelien, la reconstitution d'un détachement opérationnel méditerranéen en 2013 n'a rien d'exceptionnel : la Russie tsariste entretient une escadre méditerranéenne dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'elle déploie dans la zone de l'Archipel<sup>8</sup> tandis que l'URSS met sur pied la 5<sup>e</sup> escadre opérationnelle – baptisée aussi *Eskadra* – dès 1967. Cette dernière comptait dès le début des années 1970 de 15 à 20 bâtiments de surface, 10 à 15 sous-marins et jusqu'à 20 unités auxiliaires<sup>9</sup>, soit une cinquantaine d'unités déployées quotidiennement dans le bassin méditerranéen, avec un pic de 73 navires de surfaces et 23 sous-marins déployés en 1973 lors de la guerre du Kippour<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> « Морская доктрина Российской Федерации на период до 2020 года » [« Doctrine maritime de la Fédération de Russie pour la période jusqu'à 2020 »], approuvée par le président russe Vladimir Poutine le 27 juillet 2011.

<sup>8</sup> Les îles grecques.

<sup>9</sup> CIA, Directorate of Intelligence, SR WP 72-2 : *The Soviet Navy: Strategy, Growth and Capabilities*, June 1972, p. 11.

<sup>10</sup> Norman Polmar, *The Naval Institute guide to the Soviet Navy*, Annapolis, US Naval Institute Press, 1991, p. 19.

Aujourd'hui, rien de tout cela. Le détachement opérationnel russe en Méditerranée recomposé en 2013, dispose d'une voilure bien plus modeste et a une tout autre vocation que son aîné soviétique. Rattaché organiquement au commandement de la flotte de la mer Noire, l'escadron russe se compose d'une douzaine d'unités, rarement plus (hors exercices ou démonstration de force) qui proviennent pour la majorité d'entre elles de mer Noire<sup>11</sup>. Cette *task force* est formée de deux sous-marins diesels de type Kilo récemment mis en service au sein de la sous-marine pontique russe, et qui rayonnent à partir du point d'appui naval dont dispose la Russie à Tartous<sup>12</sup>. Sous l'eau, s'ajoute très certainement un sous-marin nucléaire en provenance de la flotte du Nord, en particulier lors du déploiement d'imposantes unités de surface ex-soviétiques, comme ce fut le cas avec l'unique porte-avions russe, l'*Amiral Kouznetsov*, fin 2016. La colonne vertébrale des unités de surface est formée par des bâtiments somme toute modestes par leur tonnage : des patrouilleurs, des petits navires lance-missiles (tonnage inférieur à 1 000 tonnes à pleine charge), des corvettes (près de 2 000 tonnes), tout au plus des frégates (jusqu'à 4 000 tonnes de déplacement). S'y ajoutent parfois des unités hauturières ex-soviétiques (croiseurs lance-missiles, grands navires de lutte anti-sous-marine...). Cette *task force* s'apparente ainsi, au regard de sa composition, à une flotte en eau verte (« *green water fleet* »). Elle possède en outre la particularité d'être moderne dans la mesure où les bâtiments qui la composent comptent parmi les plus récents mis à l'eau par les chantiers navals russes<sup>13</sup>.

### III.2. Missions et objectifs de la *Task Force* navale russe en Méditerranée

Quels sont les objectifs assignés à cette escadre méditerranéenne ? Au-delà de celui de hisser le pavillon russe en Méditerranée et de réaliser des visites dans les ports de pays partenaires, la crise syrienne a fourni une raison d'être bien concrète à cette escadre. Dès 2011, d'humbles navires amphibies ex-soviétiques commencent à assurer des rotations entre les ports syriens et Novorossiïsk en mer Noire, créant un pont maritime bientôt baptisé du sobriquet de « Tartous express ». Concrètement, ces navires remplissent une mission de soutien logistique et matériel en faveur de l'allié syrien, aux prises avec une révolte qui tourne bientôt à la guerre civile, avant de devenir un conflit régional. Parallèlement, des unités de combat sont occasionnellement déployées au large de la Syrie dans une logique de diplomatie de la canonnière, afin de dissuader certains acteurs de se lancer unilatéralement dans une aventure militaire en Syrie. Moscou reste, cela dit, parfaitement consciente que ses capacités navales sont largement surpassées par celles des flottes otaniennes. Aussi, ces démonstrations de force visent plutôt à indiquer que toute tentative de recours à la force contre Damas impliquerait un coût pour celui ou ceux qui la tentent.

L'annexion de la Crimée en mars 2014 et l'engagement militaire russe en Syrie fin septembre 2015 font évoluer considérablement l'environnement dans lequel évolue la *Task Force* méditerranéenne russe. La récupération de la souveraineté sur l'ensemble des installations militaires criméennes, si elle fournit un avantage comparatif considérable à la Russie en mer Noire, pose cependant un défi capacitaire de taille dans la mesure où la marine russe doit désormais prendre en charge la protection de la péninsule. Le programme

---

<sup>11</sup> Y sont néanmoins déployées sur une base rotationnelle des unités provenant des flottes de la Baltique, du Nord et du Pacifique ainsi que, plus rarement des bâtiments provenant de la flottille de la Caspienne.

<sup>12</sup> Moscou et Damas ont signé un accord intergouvernemental en 2017 portant sur la location par la Russie du point d'appui naval de Tartous pour 49 ans. Ce dernier devrait l'objet d'une modernisation par les Russes qui entendent en faire une base navale. Voir Igor Delanoë, « Tartous : une future base navale russe en Méditerranée ? », *Moyen-Orient*, n° 30, avril-juin 2016, pp. 32-33.

<sup>13</sup> Citons les frégates du Projet 11356, les petits navires lance-missiles du Projet 21631 et 22800, les patrouilleurs du Projet 22160 ainsi que les sous-marins classiques d'attaque du Projet 0636.3.

d'armement 2011-2020 est ainsi recalibré pour faire face à ces contingences<sup>14</sup>. Le déclenchement de la campagne militaire russe en Syrie vient étoffer le spectre des missions remplies par l'escadron russe, en y ajoutant des opérations de combat. Celles-ci sont réalisées par les navires lance-missiles et les sous-marins classiques d'attaque qui tirent des missiles de croisière de type Kalibr à partir des eaux de la Méditerranée orientale et de celles de la mer Caspienne vers des cibles en Syrie.

Il s'agit bien là d'une différence singulière par rapport aux plateformes de surface similaires en service dans les marines occidentales : les bâtiments russes, tout légers qu'ils soient, sont puissamment armés et peuvent mettre en œuvre des missiles de croisière disposant d'une portée de 2 000 kilomètres. Associée au déploiement en Syrie de systèmes de défenses anti-aériens S-400, de batteries côtières antinavires de type Bastion<sup>15</sup>, de système de guerre électronique ainsi que de capacités aériennes déployées sur la base de Hmeimim, cette escadre dispose d'un environnement relativement protecteur. La combinaison de ces moyens crée ce que les militaires occidentaux désignent sous le nom de « bulles de déni d'accès ». Ces « bulles » créent un environnement peu permissif pour les flottes et forces aériennes otaniennes, habituées à intervenir en situation de supériorité aérienne absolue. En outre, la présence de missiles de croisière déployés sur ces plateformes permet à la marine russe de remplir une mission de dissuasion conventionnelle. Plus généralement, ce détachement naval russe en Méditerranée orientale s'apparente à une forme de projection de guerre littorale, aussi bien au regard des unités mobilisées, que de la combinaison des moyens terrestres, aériens et navals. Son déploiement s'inscrit dans une manœuvre de désencerclement visant à acquérir une profondeur stratégique face à la pression dont la Russie estime faire l'objet de la part de la communauté euro-atlantique sur son flanc occidental. Associé au discours russe sur le rééquilibrage de l'ordre mondial, ce détachement remplit enfin une mission de projection de statut dans les eaux méditerranéennes.

## IV. Conclusion

Bien que cela puisse paraître contre-intuitif, la posture russe en Méditerranée demeure par essence défensive. La marine russe manque d'ailleurs cruellement de capacités de projection adéquates pour se livrer à ce type d'opération complexe. À cet égard, la campagne en Syrie fait office d'exception et pourrait difficilement être dupliquée sur un théâtre plus lointain. L'intérêt du Kremlin pour la région méditerranéenne ne devrait par ailleurs pas se démentir à court et moyen terme : il s'agit d'une fenêtre pour la Russie vers les Balkans, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, autant de zones où Moscou entend saisir des occasions politiques et économiques d'accroître son influence. Cela pourrait-il se traduire par l'acquisition de bases navales ailleurs en Méditerranée ? À ce stade, il n'existe pas réellement de besoin opérationnel justifiant une expansion du modeste réseau logistique déjà en place. Les accords existants avec l'Espagne (Ceuta), l'Algérie, Malte, Chypre et la Grèce offrent déjà à la marine russe la possibilité de réaliser des opérations de logistique légères à travers le bassin méditerranéen, en plus de s'appuyer sur Tartous. Toutefois, si l'empreinte navale russe venait à s'accroître – ce qui reste plausible –, ce besoin pourrait surgir. La Libye comme le Yémen, en fonction des modalités du règlement des conflits qui secouent ces deux pays, pourraient alors faire office de candidats pour accueillir un point d'appui naval russe. Moscou joue un rôle actif bien que discret sur ces deux dossiers, et en son temps, l'URSS avait acquis des facilités navales pour ses navires dans les ports libyens et à Aden.

---

<sup>14</sup> Voir Igor Delanoë, « La stratégie maritime russe en mer Noire », *Revue de défense nationale*, n° 802, été 2017.

<sup>15</sup> Ces batteries mettent en œuvre des missiles supersoniques.